

Déclaration à propos de la présidence de l'Académie pontificale pour la vie à la suite de l'assemblée de l'Académie, 11-13 février 2010, Cité du Vatican.

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 18 février 2010

(Traduction par mes soins, texte intégral.)

La contestation de la position de l'archevêque Mgr Rino Fisichella à la présidence de l'Académie pontificale pour la vie, attendue par nombre de commentateurs, n'a pas eu lieu la semaine dernière lors de l'assemblée de l'Académie. Pourquoi ? Essentiellement en raison d'une décision politique prise par nombre des signataires de la lettre du 2 avril 2009 à Mgr Fisichella et d'une lettre subséquente adressée au cardinal Levada, le 1er mai 2009, cherchant à obtenir la correction d'une impression gravement trompeuse à propos de l'enseignement de l'Eglise à propos de l'avortement direct créée par l'article de Mgr Fisichella dans *L'Osservatore Romano* du 15 mars 2009. Les raisons de cette décision politique furent doubles : (a) une contestation ouverte de Fisichella lors de l'assemblée aurait divisé l'Académie, pas nécessairement parce que les membres de l'Académie étaient en accord avec son comportement mais parce que nombre d'entre eux auraient considéré inapproprié le fait de traiter ainsi une personnalité nommée par le Pape, qui se trouve être également archevêque. De plus, une contestation ouverte par des Académiciens laïcs auraient fait courir le risque de voir la Curie serrer les rangs autour de Fisichella en raison de la culture cléricale de cette entité, et ce malgré l'absence de soutien à son égard à plusieurs endroits. (b) Il existe une information crédible selon laquelle Fisichella est largement perçu au sein de la Curie comme étant un président de l'APV inadéquat et il existe un espoir raisonnable que le Saint-Père soit amené à reconnaître qu'il est nécessaire de lui fournir une occupation mieux adaptée à ses capacités.

L'absence d'une contestation ouverte à l'égard de Fisichella a créé la malencontreuse impression que les Académiciens soutiennent sa présidence, de manière résignée ou autrement. Cette impression, il a évidemment tout intérêt à la faire circuler. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité, et l'une des principales raisons pour laquelle cela est faux réside dans l'allocution gravement inconsiderée qu'il a prononcée lors de l'ouverture de l'assemblée. Il n'a pas fait montre de la moindre prise de conscience des effets gravement dommageables de son article dans *L'Osservatore Romano* du 15 mars 2009 ni de sa propre responsabilité par rapport à ces effets. Il a décrit les efforts respectueusement menés par les académiciens en vue d'en obtenir une rectification par lui (qu'il avait rejetés à l'époque) comme des attaques personnelles à son encontre motivée par la « rancune » : aucun des signataires n'avait la moindre raison d'entretenir de tels sentiments vis-à-vis de lui. Il a soutenu que la « Clarification » publiée par la suite le 11 juillet 2009 par la Congrégation pour la doctrine de la Foi lui avait donné raison. En d'autres termes, il ne rétractait rien de ce qu'il avait dit dans son article.

Fisichella est en mesure de soutenir cela avec une certaine vraisemblance en raison du malencontreux premier paragraphe de cette « Clarification » qui est ainsi libellé :

« Diverses lettres sont récemment parvenues au Saint-Siège, notamment de la part de hautes personnalités de la vie politique et ecclésiastique, qui nous ont informé de la confusion créée dans plusieurs pays, surtout en Amérique Latine, **suite à la manipulation et à l'instrumentalisation d'un article** de Mgr Rino Fisichella, président de l'Académie pontificale pour la vie, sur les tristes événements concernant la "petite fille brésilienne". » [C'est nous qui soulignons.]

Ce qui n'est pas généralement connu du public, c'est qu'il ne s'agit pas là de la rédaction originelle du paragraphe introductif qu'il était prévu de publier dans *L'Osservatore Romano*. Fisichella a eu accès au texte avant sa publication et a demandé que le paragraphe d'origine soit modifié afin de paraître tel qu'il a finalement été publié. Ainsi obtenait-il la possibilité de décliner, avec l'autorité apparente de la Congrégation pour la doctrine de la Foi, toute responsabilité quant à l'impact dommageable de son article sur la défense de vies humaines innocentes à naître. La responsabilité de ces dommages causés par son article est ainsi entièrement imputable à la manière dont d'autres l'ont « manipulé et instrumentalisé » ! Mais non content de décliner toute responsabilité à propos des dommages causés par son article, Fisichella, dans son allocution à l'assemblée le 11 février, a soutenu que la justification portait sur l'ensemble de son article. Cette assertion est vraiment grave dans la mesure où l'implication évidente de la lettre de son article est bien qu'il est des situations difficiles où les médecins jouissent d'une latitude quant à l'exercice autonome de la conscience lorsqu'il s'agit de décider s'il faut ou non pratiquer un avortement direct. Il semblerait, dès lors, que la « Clarification » de la Congrégation pour la doctrine de la Foi n'est pas parvenue à clarifier l'esprit de Mgr Rino Fisichella, et, si c'est le cas, une question troublante en résulte quant à l'efficacité réelle qu'a eue la « Clarification » pour dissiper la compréhension erronée de l'enseignement de l'Église à propos de l'avortement direct répandue par l'article du 15 mars 2009.

Loin de créer l'unité et l'harmonie authentique au sein de l'Académie, l'allocution de Mgr Fisichella le 11 février a eu pour effet de confirmer dans les esprits de beaucoup d'académiciens l'impression que nous sommes conduits par un ecclésiastique qui ne comprend pas ce qu'entraîne le respect absolu des vies humaines innocentes. C'est un état de fait absurde au sein d'une Académie pontificale pour la Vie, mais il ne peut être rectifié que par ceux qui sont responsables de sa nomination au poste de président.

Professeur Luke Gormally, membre ordinaire de l'Académie ; ancien Directeur (1981-2000), The Linacre Centre for Healthcare Ethics, Londres, Royaume-Uni.

Mme Christine de Marcellus de Vollmer, membre ordinaire de l'Académie ; présidente de l'Alliance pour la Famille, Venezuela.

Mgr Michel Schooyans, membre ordinaire de l'Académie, Professeur émérite de l'Université de Louvain, Belgique.

Dr Maria Smereczynska, membre correspondant de l'Académie, Pologne.

Dr Thomas Ward, membre correspondant de l'Académie, président de l'Association nationale des familles catholiques, médecin généraliste à la retraite, Royaume-Uni.

16 février 2010.